

**COMMUNE DE FILLINGES**  
**REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**  
**ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE STATIONNEMENT D'UN POIDS LOURD**  
**800 ROUTE DU CHEF LIEU**

Le Maire de la Commune de FILLINGES (Haute-Savoie),

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.113-2 ;

**VU** le Code Pénal ;

**VU** la demande formulée le **05 Août 2024** par les Ets LACROIX Frères, pour le stationnement d'un camion de type poids lourd sur une partie du domaine public routier, du 6 au 9 Août 2024 dans le cadre de travaux en toiture pour le remplacement de panneaux solaires défectueux au 800 route du Chef-lieu ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la commune ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à l'autorité municipale d'accorder, à titre provisoire, précaire et révocable, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour le stationnement d'un camion de type poids lourd ;

**CONSIDÉRANT** que l'intervention nécessite, pour sa bonne exécution, pour la sécurité des usagers de la voie publique et des personnes présente pour l'exécution des travaux, des restrictions de circulation et de stationnement.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :**

Du 6 au 9 Août 2024 de 8h00 à 17h00 la société LACROIX Frères est autorisée à stationner sur une partie du domaine public routier au droit du **N°800 route du Chef-Lieu**, pour effectuer des travaux en toiture ;

**ARTICLE 2 :**

La chaussée de la voie communale concernée sera rétrécie pour permettre le stationnement du camion.

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes :

- Panneau AK5 « travailleur »
- Cônes K5a
- Panneau AK3 « chaussée rétrécie »

La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité du bénéficiaire.

**ARTICLE 3 :**

L'autorisation est accordée sous réserve suivante :

Toutes les dispositions devront être prises afin d'assurer la sécurité ainsi que la protection des usagers de la voirie.

**ARTICLE 4 :**

À l'expiration de la présente permission de stationnement, le domaine public sera dégagé de tout encombrement.

Toute dégradation constatée sera reprise aux frais du bénéficiaire, à la diligence du service gestionnaire.

**ARTICLE 5 :**

Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de cette occupation.

**ARTICLE 6 :**

Le pétitionnaire est chargé de l'affichage du présent arrêté et de la diffusion après de son voisinage.

**ARTICLE 7 :**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### **ARTICLE 8 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble - 2 place de Verdun BP 1135 - 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. La juridiction administrative peut être saisie par le biais du portail « Télérecours citoyen », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté pourra également faire l'objet d'un recours gracieux présenté auprès de l'autorité signataire ou de l'autorité hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui devra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'autorité compétente (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

#### **AMPLIATION**

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le lieutenant de la Brigade Territoriale de REIGNIER- ESERY (74), et tous les agents de la Commune régulièrement assermentés, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est transmise :

- à Monsieur le Lieutenant - Commandant de communauté de brigades d'Annemasse-Reignier,
- à Monsieur le Président de la Communauté de Communes des 4 Rivières,
- à Monsieur le Président du SM4CC (Syndicat Mixte des 4 communautés de Communes),
- à Monsieur le Président du Syndicat des eaux Rocailles Bellecombe,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Haute-Savoie,
- à Madame la Directrice des Services Techniques de la commune de Fillinges,
- à Monsieur le Responsable du Centre Technique Municipal,
- au Service de Prévention et de Sécurité de la Commune de FILLINGES,
- à la société LACROIX Frères

Fait à Fillinges, le **06 Août 2024**

Le Maire,  
Beno FOREL.



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte, affiché le

**- 6 AOUT 2024**

Mise en ligne: **- 6 AOUT 2024**